Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: 32 (1986)

Heft: 10

Artikel: L'ombre de Tchernobyl sur la politique énergétique suisse : l'inquiétude après la catastrophe

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-848451

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ombre de Tchernobyl sur la politique énergétique suisse:

L'inquiétude après la catastrophe

La catastrophe de Tchernobyl a brutalement relancé le débat sur l'énergie nucléaire en Suisse. C'est, en tout cas, la conclusion à laquelle sont parvenus ceux qui ont assisté aux trois jours de discussions que les Chambres fédérales ont consacrés à cet accident et à ses conséquences. Gauche et écologistes ont exigé l'abandon à court terme du nucléaire. Les représentants des partis bourgeois, eux, ont mis l'accent sur les désagréments qu'entraînerait un tel abandon. Nombre d'entre eux, pourtant, ont plaidé pour un temps de réflexion ou un «moratoire». Mais le malaise et l'inquiétude se sont fait sentir jusque sur les bancs des partisans de l'énergie nucléaire.

Au cours de ce débat qui a duré près de dix-neuf heures, pas moins d'une centaine de Conseillers nationaux et de Conseillers aux Etats se sont exprimés à la tribune. Et ce sont même deux Conseillers fédéraux qui ont pris la parole à ce sujet. Alphonse Egli, Chef du Département de l'intérieur et Léon Schlumpf, Chef du Département des transports, des communications et de l'énergie.

Egli: Santé non compromise

A entendre le Président de la Confédération, M. Egli, même en étant pessimiste, il n'y a pas lieu de craindre des incidences néfastes sur la santé de la population suisse, dues à l'augmentation de la radioactivité. La limite de dose admise par la Suisse, soit 500 millirems, garantit une protection suffisante.

Pour M. Egli toujours, ce sont surtout les différences entre les mesures prises en Suisse et celles prises à l'étranger qui ont déclenché l'inquiétude chez nous. C'est pourquoi le Conseil fédéral a pris l'initiative d'une harmonisation, sur le plan international, des normes en matière de radioactivité.

Le Chef du Département de l'intérieur n'a pas réussi à évaluer les conséquences financières de la catastrophe de Tchernobyl en Suisse. Les producteurs de légumes ont annoncé leurs pertes à la Division de l'agriculture. Mais, selon la législation, la Confédération n'est pas tenue de les dédommager. Par ailleurs, aucun accord n'a été passé avec l'Union soviétique qui permettrait de réclamer des dommages et intérêts.

Schlumpf: pas d'alternative

«Tchernobyl est un avertissement» a, pour sa part, déclaré le Conseiller fédéral Léon Schlumpf. Cependant, le scénario d'un accident tel que celui-ci est inconcevable dans une centrale suisse, autant qu'on puisse en juger. On y a été toujours très conscient des risques potentiels et, dès le début, les exigences en matière de sécurité ont été très élevées. Il n'y a, à l'heure actuelle, pas moyen de se passer de l'énergie nucléaire, a ajouté M. Schlumpf, qui a souligné les conséquences négatives sur la compétitivité internationale de l'économie suisse au cas où le

Dario Robbiani, PS (TI)
«Jusqu'à présent, je n'étais pas un anti-nucléaire actif, mais je le suis devenu et je dois reconnaître que la science n'est pas aussi rationnelle qu'elle ne le paraît.»

Albert Rüttimann, PDC (AG)
«Pour le moment, nous ne pouvons pas renoncer à l'énergie atomique qui couvre le 40% de nos besoins.»

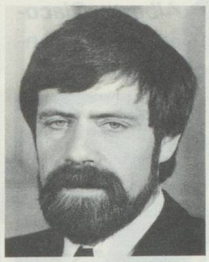
Anita Fetz, POCH (BS)
«Il n'y a qu'une seule conclusion à tirer de ce qui s'est passé: renoncer totalement à l'énergie atomique en se fixant comme délai le 1er août 1991 – l'anniversaire des 700 ans de la Confédération. Sortons du piège nucléaire, offrons-nous ce cadeau d'anniversaire.»

Judith Stamm, PDC (LU)
«En finir avec le nucléaire reviendra tout de même moins cher qu'une nouvelle catastrophe.»

Heinz Allenspach, PRD (ZH)
«Quelle exigence insensée si nous devons fermer nos centrales nucléaires qui sont sûres pour dépendre de centrales étrangères qui le sont moins. Il s'agit d'un problème global. Des normes de sécurité internationales sont nécessaires.»

Hans Rudolf Nebiker, UDC (BL)

«Pour moi, il est clair désormais que le risque encouru est bien trop grand, même si nos centrales sont cent fois plus sûres que celles d'URSS. Nous devons définir une politique énergétique qui, à moyen terme, nous fasse sortir du nucléaire.»



Paul Guenter, Adl (BE)

«La Suisse connaît la radioactivité naturelle la plus forte d'Europe. La catastrophe de Tchernobyl a encore doublé ce taux. Il n'y a pas de radioactivité sans effets. Même les doses les plus infimes augmentent la probabilité de cancers. Les spécialistes estiment que dans les prochaines décennies, il y aura entre 3000 et 10000 cancers supplémentaires.»

Willy Loretan, PRD (AG)

«Tchernobyl et le moratoire fictif pour les centrales nucléaires en Suisse ne doivent pas conduire à la construction de nouvelles centrales hydrauliques et à la destruction de nouveaux paysages. La voie se trouve dans une autre alternative.»

Alexander Euler, PSS (BS)

«Une importante catastrophe nucléaire peut se produire même chez nous. La sécurité du réacteur est très trompeuse: suffisante tout au plus lors de petits accidents. C'est donc aux hommes de se défendre contre les centrales nucléaires.»

courant électrique viendrait à manquer.

Abandon ou moratoire?

Les conclusions tirées de l'accident de Tchernobyl ont été très différentes d'un parti politique à l'autre. Pour les socialistes (PSS), les progressistes (POCH) et les Indépendants (Adl), la leçon est claire: il faut renoncer au nucléaire aussi rapidement que possible. Les radicaux (PRD), les démocrates-chrétiens (PDC) et les démocrates du centre (UDC) se sont montrés plus réservés. Même dans leurs rangs se sont toutefois élevés plusieurs appels vers un avenir sans centrales nucléaires.

Il est de fait qu'il n'y a actuellement pas de majorité au Parlement pour un abandon immédiat du nucléaire. Un arrêt à moyen terme, selon le modèle suédois, reste, toutefois, dans les possibilités. Le Conseil fédéral rédigera prochainement un rapport à l'intention du Parlement à ce sujet. Selon la «Neue Zürcher Zeitung», la fin du débat sur Tchernobyl a été marquée par une double satisfaction «à la suédoise»; satisfaction des antinucléaires qui ont pu mettre en cause le nucléaire et annoncer sa fin, et satisfaction des partisans qui estiment, de leur côté, qu'il ne sera tout simplement pas possible de se passer des centrales.

Kaiseraugst ajournée?

Après le «choc de Tchernobyl», une autre question subsiste: la sixième centrale nucléaire suisse, Kaiseraugst, peut-elle être construite? D'ici l'octroi du permis de construire, c'est-à-dire jusqu'en 1988–89, le projet (pour lequel a déjà été accordée une autorisation générale) est soumis à un «moratoire de fait», selon les mots du Conseiller fédéral Schlumpf. Cela pourrait déboucher sur un «temps de réflexion» de durée indéterminée et se prolonger jusqu'au moment où les promoteurs de la centrale abandonneraient le projet d'eux-mêmes.

Votations en perspective

Même si l'accident de Tchernobyl est bientôt chassé de l'actualité par d'autres événements, comme l'a été la mort des forêts, l'énergie nucléaire n'en restera pas moins à l'ordre du jour politique. Fin juin, en effet, les socialistes ont annoncé le lancement d'une initiative pour l'abandon du nucléaire. Une autre initiative, demandant un moratoire, est également en préparation dans les mouvements antinucléaires du nord-ouest de la Suisse. Il est donc pratiquement certain que le peuple suisse, d'ici quelques années, aura à se prononcer en votation sur la question de l'emploi du nucléaire. Par deux fois, le souverain a déjà rejeté des initiatives antinucléaires. Mais il n'est pas possible d'affirmer que ce sera encore le cas à l'avenir. ●

RS

40% d'électricité d'origine nucléaire

A l'heure actuelle, cinq centrales nucléaires sont en activité en Suisse, totalisant une puissance de 3000 mégawatts. Ce sont Beznau-1 (1969), Mühleberg et Beznau-2 (1971), Goesgen (1979) et Leibstadt (1984). A elles cinq, elles fournissent environ 40% de la production d'électricité.

Sont encore prévues quatre autres centrales: Kaiseraugst (AG) et Graben (BE) – dont les projets sont achevés – Verbois (GE) et Inwil (LU).